

Lorient. Impôts, services publics, rien ne va plus



À Lorient, les syndicats se mobilisent pour tenter de préserver un service public digne des besoins des usagers. Ils redoutent de nouvelles suppressions d'emplois.

Opération tractage ce jeudi matin sur le parvis du centre des finances de Lorient. Ici, depuis le 2 janvier et l'avènement du prélèvement à la source, les files d'attente s'allongent. C'est le constat - alarmant - que font les syndicats (Solidaires, CFDT, CGT, FO) qui s'érigent contre la réorganisation à marche forcée des services publics en France. **« La casse des services publics n'a jamais été aussi forte, déplorent-ils d'une même voix. La restructuration et les suppressions de postes qui l'accompagnent sont terribles : 120 000 en cinq ans, espère notre ministre Gérald Darmanin. Les agents des impôts sont touchés de plein fouet. Nous le constatons ici à Lorient, où les files d'attente aux guichets s'allongent, encore et encore ».**

L'humain d'abord

Selon les syndicats, 50 postes de proximité pourraient être supprimés en Morbihan. Et de nombreuses trésoreries (Baud, Locminé, Mauron, Questembert, Port-Louis, Hennebont, Gourin...) pourraient être gommées du paysage. **« Ces suppressions ne vont rien arranger pour l'usager qui refuse le tout numérique en lieu et place d'un accueil humain de proximité ».** Quid des maisons de services publics proposées par le Gouvernement ? **« Un service « low-cost » privé de la technicité et des compétences humaines nécessaires pour aider l'usager dans ses démarches administratives et fiscales. Elles seront administrées par des contractuels formés a minima ».** Face à ce qu'ils considèrent être un détricotage systématique, un démantèlement en règle des services publics en zones rurales comme urbaines, les syndicats n'entendant pas lâcher prise. Ils seront en première ligne lors de la prochaine mobilisation nationale des fonctionnaires qui se profile le 9 mai.